

provinces du Canada ; c'était avant la Confédération.

Je sais que nous avons eu la visite du charançon qui devrait le blé. Je n'ignore pas que c'est là une simple coïncidence. Nous ne les avons pas blâmés pour cela.

L'honorable M. MILLS : Oh, oui, c'est ce que vous avez fait.

L'honorable M. McCALLUM : Je sais aussi que, lorsque ces messieurs montèrent au pouvoir en 1873, nous avons eu la mouche à patate et que nous l'avons encore. C'est là une autre coïncidence. Puis, en dernier lieu, et ce n'est pas la moindre calamité, nous avons la visite de l'insecte appelé "Kermès de San José." C'est encore là le résultat d'une coïncidence. Mais je ne les en blâme pas vu qu'ils n'en sont pas responsables. Ils ne sont pas plus responsables de ces choses qu'ils le sont d'avoir contribué à la prospérité du pays.

Qu'ont-ils fait pour rendre le pays prospère ? Rien. Dès le jour où ils sont arrivés au pouvoir ils ont augmenté les dépenses publiques. Ils ont violé toutes les promesses qu'ils ont faites au peuple, à l'exception de deux cas, et dans ces circonstances leur conduite a été ruineuse pour le pays. Aussi la population doit-elle aujourd'hui leur offrir ses remerciements de ne pas avoir rempli leurs engagements, car s'ils l'avaient fait ils auraient ruiné le pays tout entier. En quoi consistaient leurs promesses ? Ils devaient diminuer les dépenses publiques. Ils s'étaient engagés à réduire le montant de la dette nationale. Au lieu de cela, ils accroissent largement la dépense et augmentent la dette du pays.

Mon honorable ami de la rivière Shell (M. Boulton) nous disait l'année dernière que l'augmentation s'élevait à trois millions et demi.

J'ai fait ma preuve en ce qui regarde un cas, celui du maïs.

L'honorable M. BOULTON : J'aimerais à demander qui fait usage du maïs.

L'honorable M. SCOTT : Les cultivateurs.

L'honorable M. McCALLUM : Les distillateurs avaient coutume d'en consommer beaucoup autrefois, mais aujourd'hui ils emploient une grande quantité de maïs

importé, parce que nous prélevons un droit sur le maïs étranger devant être employé dans les distilleries, aussi les cultivateurs dans certaines parties du pays l'importent-ils et le mêlent-ils avec leurs propres produits de sorte que vous ne pouvez pas séparer le grain produit au Canada de celui qui vient de l'étranger.

Prenez les comtés le long du lac Erié ; tous produisent le maïs en quantité suffisante pour satisfaire à la consommation nationale.

Le Gouvernement a aussi placé la ficelle à engerber sur la liste des articles admis en franchise. Je suis agriculteur, je possède une étendue assez considérable de terre en culture, et il ne me sera pas permis cette année d'acheter la ficelle à lier à meilleur marché parce qu'elle a été transférée sur la liste des produits admis en franchise.

Si on veut bien réfléchir pendant un instant, on verra qu'aux Etats-Unis les récoltes se font avant les nôtres, et que les fabricants du pays voisin approvisionneront d'abord ce marché. Ils viendront ensuite ici offrir en vente ce qui leur restera sur les bras, — ils s'empareront aussi de toute la ficelle fabriquée au Canada et la mettront sur le marché ; voilà pourquoi nous devrions être protégés. Le tarif protecteur de 12 et demi pour cent n'était pas trop élevé. Il n'en coûterait pas plus en fin de compte aux cultivateurs.

Et qu'en est-il résulté ? Aujourd'hui il n'y a pas moins de quatre-vingts ouvriers qui chôment dans la seule ville de Brantford.

Ils ne peuvent pas trouver un seul jour de travail ; et je vois qu'une réunion a été tenue par certains banquiers du Canada et un certain nombre de citoyens de ce pays, à laquelle une délégation fut nommée avec mission de voir ce Gouvernement et de s'efforcer de l'engager à réimposer le droit sur la ficelle à engerber. Un individu, un banquier, a dit : — " Dans l'état actuel des choses je ne puis pas faire les avances de fonds requis ", de sorte que les ouvriers sont sans travail.

Il y a deux cas qui démontrent que, chaque fois que le Gouvernement s'est écarté de la politique suivie par ses prédécesseurs, il s'est fourvoyé. Il se peut qu'il soit en mesure de faire beaucoup pour nous à l'avenir. Les promesses sont excellentes mais les actes sont nuls.